



**HAL**  
open science

## Ahmedabad après le séisme : l'État dépassé

Christophe Jaffrelot

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. Ahmedabad après le séisme : l'État dépassé. Critique Internationale, 2001, 11, pp.44-52. 10.3917/crii.011.0044 . hal-01016987

**HAL Id: hal-01016987**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-01016987>**

Submitted on 1 Jul 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Enquête

Contre-jour

# Ahmedabad après le séisme : l'État dépassé

---

par Christophe Jaffrelot

**a**hmedabad, le 11 février 2001. Le bus assurant la navette entre la gare et l'hôtel Cama porte encore sur le pare-brise l'écriteau

indiquant qu'il a été réquisitionné par une ONG britannique pour les opérations de secours. À l'hôtel, où d'énormes fissures lézardent les plafonds et les murs, les dernières équipes de médecins étrangers occupent, comme les autres (rares) pensionnaires, le quatrième et dernier étage – une précaution élémentaire en cas de réplique, explique le réceptionniste.

Les hasards du calendrier universitaire m'ont conduit à Ahmedabad dans un contexte tragique. J'y avais prévu des « vacances de terrain » à l'occasion des congés de février. J'aurais pu renoncer, mais cela aurait privé ceux qui m'attendaient d'une marque d'attention, précisément, peut-être, à l'heure où elle était la plus nécessaire.

L'épicentre du séisme du 26 janvier – 8,1 sur l'échelle de Richter – se situait à proximité de la ville de Bhuj, dans le district de Kutch. Frontalier du Pakistan – cette zone a été l'un des théâtres de la guerre de 1965 – ce district, qui est le deuxième de l'Inde par sa superficie, est semi-désertique. Les habitations rurales, souvent en forme de huttes, comportent d'ailleurs deux épaisseurs de mur pour conserver la fraîcheur. Les campagnes sont peuplées de communautés pastorales qui complètent leurs maigres revenus grâce à un artisanat textile parmi les plus somptueux de l'Inde.

Mais il y a les villes. Le bilan humain de cette catastrophe, la plus meurtrière que l'Inde ait eu à affronter, s'explique d'abord par le poids qu'elles avaient acquis. Nous ne connaissons jamais le nombre des victimes. Le ministre indien de la Défense, George Fernandes, a avancé le chiffre de 100 000 morts au lendemain de la catastrophe, tandis que le gouvernement du Gujarat s'en tenait à 30 000. La vérité se situe sans doute entre les deux, car plusieurs agglomérations ont été très touchées : Bhuj (150 000 habitants) est un champ de ruines ; Anjar (80 000) et Bhachau (70 000) ont été en partie rasées. Ahmedabad, la capitale économique, n'a enregistré, malgré ses 5 millions d'habitants, que 700 victimes, en raison de la distance qui la séparait de l'épicentre. Ce n'est pas là non plus qu'ont été centra-

lisés les secours, mais à Gandhinagar, la capitale administrative. La première ville du Gujarat n'en offrait pas moins un excellent poste d'observation. Ce drame m'a en effet permis d'y examiner, comme à travers un verre grossissant, une série de processus politiques et sociaux plus ou moins latents dans l'ensemble du pays : le déclin de l'État ; la communautarisation des solidarités ; le poids croissant des diasporas ; le boom économique local, et celui de la corruption...

---

## De l'État dépassé au dépassement de l'État

Le tremblement de terre a placé l'incurie des pouvoirs publics sous la lumière la plus crue. L'État indien se veut un État fort, qui se tient droit dans ses bottes. Il en a fait la preuve par l'absurde le 26 janvier. Tous les ans à cette même date, les Indiens célèbrent l'anniversaire de la proclamation de la République par des défilés hauts en couleurs, véritables rituels laïques qui mobilisent surtout les enfants des écoles. Le 26 janvier dernier, les autorités de New Delhi ont stoïquement maintenu la parade et hissé les couleurs, alors que la terre avait tremblé à 8 h 45 du matin. La cellule de crise présidée par le Premier ministre ne s'est réunie qu'à 15 heures. Et pour décider quoi ? Que l'Inde ferait seule face à l'adversité et déclinerait les offres de services venant de l'étranger. Ce réflexe nationaliste reflète parfaitement l'obsession d'autosuffisance qui avait déjà conduit le pays à refuser tout secours extérieur après le cyclone de 1999 en Orissa.

Attitude criminelle car l'Inde n'a tout simplement pas les moyens de faire face à un tel désastre. Bien que le pays ait connu quatre tremblements de terre en dix ans – le plus dévastateur ayant fait 13 000 victimes au Maharashtra en 1993 – il ne s'est pas doté des structures ni du matériel nécessaires pour affronter ce genre de crise. Le Centre national de gestion des catastrophes, qui n'a été créé qu'en 1995, est simplement chargé de former les fonctionnaires locaux. Aucun plan d'action ou système de procédures d'urgence n'a été élaboré. L'Inde est aussi dépourvue des équipements indispensables que sont les grues, les tronçonneuses au tungstène pour découper le béton, les caméras à infrarouges, les détecteurs de bruit, ou encore les chiens dressés à repérer des survivants sous les décombres. C'est tout cela que plusieurs pays étrangers ont proposé dès le 26 janvier, et que le gouvernement s'est obstiné à refuser deux jours durant, avant de se rendre à l'évidence de son impuissance. Ce délai de quarante-huit heures a coûté la vie à un nombre incalculable de victimes, comme ces quarante-trois enfants d'Ahmedabad, prisonniers de leur école, qui ont appelé en vain pendant des heures avant de mourir asphyxiés. Un seul a survécu.

Une fois autorisées à atterrir en Inde, les équipes étrangères ont parfois fait des prodiges, comme ces Suisses dont les chiens ont sauvé des dizaines de personnes. Mais elles ont aussi dû affronter l'incroyable désorganisation des pouvoirs publics,

à l'instar de ces secouristes turcs ou de ces médecins israéliens empêchés d'utiliser leurs avions pour se rendre à proximité de l'épicentre. L'administration du Gujarat s'est montrée à ce point incapable d'assurer la coordination des secours que New Delhi s'est vite résolue à prendre l'affaire en mains, ou plus précisément à la confier largement à l'armée.

On le savait depuis longtemps, mais la catastrophe l'a confirmé : l'armée est l'institution indienne qui fonctionne le mieux. Les quelque 17 000 hommes stationnés dans le district de Bhuj, une zone hautement militarisée en raison de la proximité du Pakistan, ont assuré non seulement les secours de première urgence, mais aussi la distribution des couvertures et des denrées alimentaires. Bref, l'armée a fait le travail de l'administration, souvent de sa propre initiative et alors même que le séisme l'avait frappée dans ses forces vives : des dizaines de militaires stationnés dans cette zone ont péri le 26 janvier. Jusqu'à 15 heures, ce jour-là, le seul médecin à opérer était celui des Forces de sécurité de la frontière. L'hôpital militaire de Bhuj, transféré sous une tente du fait des destructions, a procédé à 791 opérations lourdes en quelques jours, tandis que les soldats sortaient 419 rescapés des décombres. Le prestige de l'armée en est sorti encore grandi.

L'État a débloqué des fonds, ce qui n'est certes pas négligeable. Le 13 février, le gouvernement du Gujarat annonçait 4 000 crores de roupies (1 crore = 10 millions) d'indemnités pour les victimes. Mais comme les caisses sont vides, on a également prévu une augmentation de 2 % de l'impôt sur le revenu 2001-2002. L'État s'est aussi et surtout employé à solliciter des dons et à coordonner les initiatives venant des ONG et des entreprises privées. Le gouvernement a ainsi publié dans la presse un appel à celles d'entre elles qui étaient susceptibles de reconstruire les villages détruits, ne se réservant que la prérogative d'édicter un cahier des charges. En cela il a confirmé une tendance lourde, puisque depuis quelques années déjà, les gouvernements des États s'en remettent aux ONG pour assurer des missions de service public telles que l'enseignement.

---

## La bienfaisance des ONG et celle des xénophobes

Les ONG ont largement répondu à l'appel, mais elles n'avaient pas été les plus promptes à réagir. Un œil exercé ne pouvait manquer de mesurer le travail abattu par des militants du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Association des volontaires nationaux) reconnaissables à leur short kaki, à leur chemise blanche et à leur calot noir. Ce mouvement nationaliste hindou, à l'idéologie xénophobe, s'est déjà illustré par son dévouement et son impeccable discipline à l'occasion de bien des catastrophes – une « stratégie de la bienfaisance »<sup>1</sup> qui ennoblit grandement son image et lui permet de faire de nouveaux adeptes. Le Gujarat, qui est gouverné depuis 1990 par le parti auquel il est organiquement lié, le BJP, figure parmi ses

bastions avec 1 780 sections locales sur les 7 037 qu'il compte dans toute l'Inde. Le 26 janvier, ses hommes avaient revêtu l'uniforme du mouvement pour célébrer leur propre rituel, Bharat Mata Puja (Prière à la Mère Inde), cérémonie destinée à rivaliser avec un Republic Day jugé trop laïque. 35 000 d'entre eux se sont portés au secours des victimes dès les premières secousses, avant de se charger d'organiser la crémation des corps, de nourrir les rescapés, d'installer des hôpitaux de campagne et même des orphelinats, de peur que les enfants hindous ayant perdu leurs parents ne soient recueillis par des institutions chrétiennes ou musulmanes. À cette occasion, les chrétiens et les musulmans ont fait l'objet d'une véritable discrimination. On les a parfois obligés à rendre gloire au dieu Ram en criant « Jai Shri Ram » (Vive Ram) pour obtenir leur ration. Des musulmans ont manifesté devant l'administration du district de Bhuj pour dénoncer ces pratiques.

Si les dysfonctionnements de l'État favorisent ainsi le nationalisme hindou, qui s'impose de toute façon comme la force montante depuis plus de dix ans, le RSS n'est pas la seule institution privée à s'être manifestée dès le début. La multiplicité des initiatives a été étonnante, non seulement de la part des ONG (448 d'entre elles envoyèrent plus de 7 000 volontaires sur le terrain) et des journaux qui ont systématiquement lancé des appels de fonds, mais de la part de tous les secteurs de la société, au premier rang desquels les victimes de séismes récents : nombre de médecins de Latur (Maharashtra) et de Jabalpur (Madhya Pradesh) ont très vite été sur place. Pour s'en tenir au seul exemple de Bhopal, une ville d'importance moyenne, les employés de la Banque de réserve et ceux de la compagnie publique d'électricité ont versé de 1 à 15 jours de leur salaire, le Lions Club et l'Association des avocats ont envoyé des tentes et des couvertures, la Muslim Educational Society a collecté 10 000 roupies parmi les étudiants, la Dalit Mukti Sena (syndicat des castes intouchables) de la Bharat Heavy Electricals Limited, principale entreprise de la ville, a envoyé un groupe de volontaires... La mobilisation a été encore plus spectaculaire dans les grandes villes. À Delhi, le Shiromani Gurudwara Prabandhak Committee (l'organisme qui gère les temples de la religion sikhe) a dépêché 21 camions de nourriture et de médicaments. À Bombay, l'industrie du film a donné 10 crores de roupies. Ivan Diaz, l'archevêque de Bombay récemment promu cardinal, m'indique le 16 février que l'Église a fait don de 150 000 dollars et s'est engagée à reconstruire cent villages, notamment à travers l'ONG Caritas, qui a entrepris sa propre campagne de levée de fonds. Bref, très vite, le véritable problème a cessé d'être celui de la collecte de l'aide pour devenir celui de sa distribution.

Cette mobilisation témoigne bien de la cristallisation d'une société civile d'un genre particulier qui s'affirme à la faveur du retrait de l'État. Des groupes sociaux s'organisent à des fins de solidarité – en l'occurrence pour des opérations de survie. Mais, si certains transcendent les clivages religieux et de caste, ce n'est pas le cas général, tant s'en faut : l'émergence d'organisations musulmanes, chrétiennes

et intouchables montre assez que la société en question est bien peu « civile », au sens où sa particule élémentaire n'est pas le citoyen mais le groupe de naissance. On ne s'en étonnera pas, car les communautés religieuses ou les castes définissent encore les principales lignes de clivage et d'oppression, y compris après une telle catastrophe. Les minorités religieuses n'ont pas été les seules à souffrir de discriminations lors des secours : ce fut aussi le cas des castes inférieures. Combien de Dalit se sont-ils vu refuser leur part des secours ou une place dans des tentes que les hautes castes ne voulaient pas partager avec des groupes réputés « impurs » ? Le caractère communautaire des soutiens apportés aux victimes avait déjà été manifeste à la suite du tremblement de terre de 1993, à Latur, où l'une des réalisations les plus réussies – l'orphelinat – avait été l'œuvre conjointe de la Banque mondiale et de la Bharatiya Jain Sangathana, l'Organisation des Jains de l'Inde. Les Jains forment une secte représentant moins de 1 % de la population indienne, mais particulièrement prospère. Une autre opération menée à bien, la construction de 2 000 logements, l'avait été grâce à Caritas.

---

### La diaspora et les milieux d'affaires à la rescousse

Les manifestations de solidarité ont pris une dimension d'autant plus spectaculaire après le séisme que les Gujaratis – bien connus pour leur sens des affaires – ont de longue date émigré dans le reste de l'Inde et à l'étranger pour y tenter leur chance, souvent avec succès, et sans rompre les liens les unissant à leur région ou à leur village d'origine. Le séisme, du coup, a donné à voir un aspect essentiel de l'Inde d'aujourd'hui : le poids croissant des émigrés, et surtout de ceux qui font fortune aux États-Unis. Le directeur de l'Institut indien de management à Ahmedabad me confiera ainsi, à la fois fier et embarrassé, que les « chasseurs de têtes » américains ont pour la première fois attiré l'an dernier la moitié d'une promotion de cet établissement d'élite. S'il y a déjà longtemps qu'aux États-Unis, « Patel » (le nom de la caste dominante du Gujarat) est quasiment synonyme d'Indien, leur statut a changé puisqu'aujourd'hui les « *Indian Americans* » constituent la communauté asiatique disposant du revenu par tête le plus élevé, ce qui a contribué au rapprochement indo-américain des dernières années sous l'égide de Bill Clinton. Ce dernier, fraîchement retraité de la Maison Blanche, a d'ailleurs tenu à manifester sa solidarité en créant un *relieffund* pour les victimes du Gujarat avec l'aide de certains des membres les plus prospères de la communauté.

La diaspora installée en Angleterre n'a pas été en reste. Les Kutchis, qui ont été parmi les premiers Indiens à émigrer, poussés hors de chez eux par des conditions locales particulièrement hostiles, y sont au nombre de 40 000. Leur association, la Kutch Samaj, qui réunit ses membres tous les ans à Londres, a collecté en un très court laps de temps 50 tonnes de médicaments et de vêtements en installant

son quartier général dans le nouveau temple de Willesden (au nord de Londres) construit par la secte Swaminarayan, très populaire parmi les Gujaratis : un autre exemple de solidarité empruntant des canaux bien peu « civils ».

Le tremblement de terre a aussi donné aux milieux d'affaires l'occasion de manifester leur influence croissante au sein de la société indienne, en devançant même les appels au secours de l'État. Toutes les grandes entreprises ont apporté leur tribut, à l'instar de Pepsi-Cola India, qui a donné 500 000 dollars et dépêché cent employés sur place. D'autres entreprises lui ont emboîté le pas en « adoptant » des villages à reconstruire : Hindustan Lever en a pris deux à sa charge, la firme Tata a mis sur les rails un train-hôpital qui sillonne le Gujarat, tandis que le groupe Essar a décidé de reconstruire 1 500 maisons dans le district de Surendranagar. Les capitalistes indiens se répartissent ainsi progressivement les zones à réhabiliter. Les organisations patronales n'ont pas été en reste, puisque la Fédération indienne des Chambres de commerce et d'industrie s'est engagée à construire 4 000 maisons dans le district de Kutch, et la Confédération de l'industrie indienne à réhabiliter 35 villages où tout est à faire, des canalisations aux habitations particulières. Son responsable pour l'État du Gujarat, Sunil Parekh, m'explique le 12 février qu'en se lançant dans cette aventure, la CII répond à une invitation pressante du gouvernement, et qu'il craint de ne pas être à la hauteur. Il a déjà fait venir des architectes des États-Unis mais leurs projets ne conviennent pas aux Kutchis, qui ne veulent plus entendre parler de maisons à étages.

Dans le milieu des affaires, l'effort le plus spectaculaire a toutefois été accompli par la firme Reliance de la famille Ambani. Première entreprise industrielle de l'Inde, Reliance, qui a de gros intérêts au Gujarat, a envoyé la première équipe médicale – soixante personnes – à Bhuj par avion. L'entreprise a ensuite tout bonnement « adopté » Anjar, une ville de 80 000 habitants très largement détruite, où elle a pris tous les secours en charge. Alors que le patriarche de la famille, Dhirubhai Ambani, écrivait au Premier ministre Vajpayee pour annoncer un don de 20 crores de roupies en matériel de secours, son fils et sa belle-fille étaient déjà sur le terrain, supervisant les opérations et visitant les hôpitaux. De telles activités sont l'expression d'une autre stratégie de bonnes œuvres : il ne s'agit plus ici de populariser un message idéologique, mais de remettre sur pied un contexte favorable aux affaires et de valoriser le nom de l'entreprise. En ce sens, la bienfaisance des grands capitalistes indiens dérive directement de l'évergétisme de leurs ancêtres, pour lesquels financer un hôpital n'avait de sens que si l'on y apposait une plaque à leur nom. Mais le lien avec cette tradition commence à se brouiller dès lors que les auteurs n'en sont plus des firmes individuelles mais des Chambres de commerce, instances de plus en plus importantes qui assistaient déjà l'État dans la conduite de la politique économique mais auxquelles l'administration confie désormais des tâches nouvelles, allant des premiers secours à la reconstruction des villages. Si l'État

a ainsi pu se décharger de fonctions jusque-là de son ressort, c'est aussi parce que les Gujaratis ont très tôt cultivé un sens de l'entreprise – indissociable du poids des castes marchandes dans cette région – qui les a mis à l'abri du syndrome du *mahabap*, c'est-à-dire de « l'État papa-maman », expression par laquelle on désigne en Inde la mentalité d'assisté. Tous les « immigrés » issus d'autres provinces indiennes que j'ai rencontrés à Ahmedabad soulignaient qu'il n'y avait que les Gujaratis pour se relever aussi vite d'un tel désastre.

---

## L'envers de la réussite

Un autre phénomène frappe l'observateur attentif qui arpente la ville d'Ahmedabad : le désarroi des filles de la croissance, les nouvelles classes moyennes.

Le Gujarat est, avec le Maharashtra voisin, l'État qui a le plus bénéficié de la libéralisation économique des années quatre-vingt-dix. La croissance a été dopée par les investissements extérieurs et, dans le Kutch, par les fonds rapatriés par les émigrés. Les banques de la région enregistrent en effet un des taux de dépôt de « *non resident Indians* » les plus élevés du pays. Résultat : l'économie du Gujarat a crû au rythme de 9,6 % par an au cours de cette décennie – un record, presque deux fois supérieur à la moyenne nationale. Cet essor est allé de pair avec l'affirmation d'une classe moyenne plus portée sur « l'avoir » que sur « l'être », au grand regret des derniers disciples du Mahatma Gandhi, dont l'ashram d'Ahmedabad ne paraît plus visité que par les touristes occidentaux. D'où une aspiration à l'accession à la propriété ; et d'où la multiplication anarchique des immeubles de prestige. Ce sont eux qui se sont effondrés comme châteaux de cartes. Sur les 110 constructions qui se sont écroulées à Ahmedabad, 79 avaient moins de six ans. Soudain, au détour d'une rue, un amoncellement de gravats indique le lieu d'un de ces drames qui ont fait plus de 700 morts. Des immeubles de quatre étages ne forment plus qu'un dérisoire amas grisâtre, comme si le matériau lui-même n'avait été que poussière.

C'est la première fois que les victimes d'une catastrophe naturelle viennent en si grand nombre des couches aisées de la population. D'ordinaire, les groupes les plus vulnérables habitent les bidonvilles ou les villages, des lieux qui ne résistent ni aux cyclones, ni aux inondations. Cette fois, dans une curieuse inversion des rôles, ce sont les coolies des grandes gares qui, se félicitant d'habiter des masures aux toits de tôle, se cotisent pour aider les locataires de « logements en dur » (*pacca*). Dans la classe moyenne, le traumatisme est immense. C'est tout un mode de vie, une façon d'accumuler et de consommer à bride abattue, sans égards pour les règlements « bureaucratiques » – bref le boom du tournant libéral – qui est en cause. Car, si ces immeubles sont tombés en grand nombre alors qu'aucune installation industrielle n'a subi de dommages sérieux<sup>2</sup>, c'est qu'ils ont été bâtis dans le mépris des normes de sécurité les plus élémentaires ; les promoteurs ont obtenu les permis de



construire à coup de pots-de-vin, et les entrepreneurs ont rogné sur tout : le béton « armé » ne l'était pour ainsi dire pas, et le ciment était gorgé de sable.

Sur un millier d'immeubles de plus de quatre étages à Ahmedabad, dix ont reçu l'agrément administratif autorisant l'emménagement de leurs occupants (*building use*). Les propriétaires des autres s'en dispensent : ou bien ils graissent la patte des inspecteurs de l'aménagement urbain, chargés d'évacuer les habitations non conformes, ou bien ils s'adressent aux politiciens au pouvoir (qui savent faire entendre raison aux fonctionnaires trop zélés) en échange d'une contribution au financement de leur prochaine campagne électorale. En Inde comme dans bien d'autres pays, promoteurs, entrepreneurs du bâtiment et hommes politiques forment un réseau peu scrupuleux qui brasse d'énormes masses d'argent.

Du coup, une population en état de choc s'en est prise aux entrepreneurs et aux promoteurs, 55 d'entre eux faisant désormais l'objet de poursuites judiciaires. La plupart avaient déjà pris la fuite. L'un d'eux, Satish Shah, qui a construit la Shikhar Tower d'Ahmedabad où 65 personnes ont péri le 26 janvier, a promis de reloger les survivants... avant de revenir sur sa parole et de les menacer de représailles physiques s'ils persistaient dans leurs demandes. Bravant ce *muscle power*, les intéressés ont porté plainte. Shah est en fuite mais ses acolytes sont en procès.

Et là se donne à voir une autre ligne de force de l'Inde d'aujourd'hui : l'activisme judiciaire. À mesure que s'étendent la corruption et la criminalisation du politique, des juges prennent leurs responsabilités plus au sérieux. En l'occurrence, le tribunal du Gujarat s'est auto-saisi, indépendamment de toute plainte, pour demander au gouvernement de l'État de mener une enquête sur la qualité des constructions qui se sont effondrées. L'enjeu est considérable car, de nombreux hommes politiques étant impliqués dans les opérations immobilières incriminées, c'est l'occasion de faire un exemple pour montrer que ce qui peut sembler une catastrophe naturelle est en fait une *man made tragedy*, pour reprendre l'expression des journalistes les plus engagés et les mieux informés. L'Inde est une zone sismique, subdivisée en cinq régions où les risques de tremblement de terre sont plus ou moins grands. Bien que le Gujarat soit situé dans la zone la plus sensible, aucune précaution particulière (ni même ordinaire) n'y a été prise. Un séisme de la même intensité en Californie, en 1992, n'a fait que 54 morts en raison des normes de sécurité observées.

**L**a vie a commencé à reprendre ses droits, entre deux répliques. Mais la fêlure est profonde, justifiant une véritable thérapie pour les familles des victimes ou ceux qui ont perdu confiance dans cet élément *a priori* si stable qu'est la terre : on peut éviter d'aller en mer ou dans les airs, mais que devient-on quand le « plancher des vaches » se dérobe ? Certains habitants ne peuvent plus dormir que dehors ou dans leur voiture. Cette psychose explique le succès des charlatans, astrologues et autres

gourous qui se multiplient comme champignons. Dans les écoles, on fait peindre aux enfants des arbres bien enracinés dans le sol pour les aider à retrouver un équilibre.

Quand elle s'efface, l'angoisse laisse place à la colère contre un État incapable et un *establishment* corrompu. Mais ce combat se double d'une mobilisation nouvelle : l'État a admis sa défaite – sauf pour ce qui est de l'armée – et aujourd'hui, ce sont les mouvements communautaires, du RSS à l'Église catholique, les ONG, la diaspora et les entreprises privées qui tentent de pallier ses déficiences. La reconstruction a commencé dans une atmosphère d'urgence car, d'ici quelques mois, les températures culmineront à 50° centigrades, rendant les camps de toile invivables. Les citoyens du Gujarat ne pardonneront cependant pas leur démission aux politiques. Cela pourrait coûter au BJP, lors des prochaines élections, le dernier État qu'il gouverne seul – et cela en dépit de tout le mal que se donnent ses alliés de l'Association des volontaires nationaux. Surtout, l'ampleur de la tragédie et le sentiment qu'elle ne doit pas se reproduire vont encore conforter les juges dans leur nouveau sens du devoir.

**Christophe Jaffrelot** (CNRS) est directeur du CERI. Il a récemment publié *Dr Ambedkar, leader intouchable et père de la Constitution indienne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.  
E-mail : [jaffrelot@ceri-sciences-po.org](mailto:jaffrelot@ceri-sciences-po.org)

---

1. Voir dans *Critique Internationale* n° 4, été 1999, l'ensemble d'articles consacré aux « bonnes œuvres des extrémistes ».  
2. La perte de production – évaluée à 17 400 millions de roupies pour les quinze premiers jours – est due à l'exode des ouvriers, notamment ceux originaires d'autres provinces de l'Inde, qui sont retournés dans leur famille.